L'Abeille de la Nouvelle-Orléans

Bureau, No 72 rue du Camp...

NOUVELLE-ORLEANS.

SAMEDI MATIN, 24 JANVIER.

La Cour suprême du Maine.—Sur la Cour Suprême, dont le désastre a complètement changé l'aspect des affaires, la "Herald" fait les observations suivantes : "Le Maine faisait partie du Massachusetts jusqu'en 1820, et quand il s'en est séparé, il a naturellement voulu conserver les formes constitutionnelles auxquelles il avait été habitué. Cette singulière clause de la constitution du Massachusetts qui impose aux juges du plus haut tribunal l'obligation de donner leur opinion sur les questions qui leur sont soumises par le pouvoir exécutif et le pouvoir législatif n'a été admise par aucun autre Etat, si ce n'est par le Maine, qui a été enlevé au côté du Massachusetts, comme Eve au côté d'Adam. Aucun des trente-six autres Etats n'a rien qui y ressemble. Il n'y a non plus rien de pareil dans le gouvernement fédéral, si ce n'est celui de la Grande-Bretagne, auquel les Etats-Unis ont emprunté l'ensemble de leur système judiciaire. C'est une anomalie dans les institutions de la race de langue anglaise.

"Quand une cour donne son avis sur une question politique, elle remplit des fonctions semblables à celles d'un attorney-général. Elle ne rend pas un jugement obligatoire ; c'est seulement une consultation qu'elle donne. La différence qu'il y a, c'est que l'avis légal de l'attorney général peut être examiné et déclaré nul par la Cour suprême sans aucune difficulté, tandis que si une cour prend sur elle de donner une consultation, elle ne peut guère être disposée à écouter les arguments de l'avocat qui soutiendra l'opinion contraire dans une contestation judiciaire. Nous ne donnons nullement, toutefois, de la parfaite régularité et de la justice des opinions qui viennent d'être exprimées par la Cour Suprême du Maine dans sa capacité consultante, considérée comme distincte de ses fonctions judiciaires. Mais le système qui lui attribue les devoirs ordinaires d'un attorney général s'écarte des procédés suivis par les autres gouvernements.

"L'opinion que la Cour suprême a exprimé à titre de consultation a un grand poids moral. Cependant les fusionistes ne se déferont point de cette confédération ; ils déferont parce que la milice est entre les mains de leurs adversaires, et qu'ils ne peuvent pas aller beaucoup plus loin sans prendre sur eux l'odieuse responsabilité d'une guerre civile. Le point essentiel de la contestation était la question décision prise par le général Chamberlain de reconnaître le gouverneur Davis."

La France et l'Allemagne.

L'empressement avec lequel les puissances européennes ont accueilli le ministère de Freycinet, les paroles cordiales que, par Forgach de leurs représentants, elles ont échangées avec le président du Conseil, à l'occasion des réceptions officielles du Jour de l'an, amènent le "London Standard" à jeter un coup d'œil sur la carrière qu'a fournie la France depuis les événements funestes de 1870. On ne peut qu'admirer la rapidité avec laquelle elle a pansé ses blessures, elle n'est relevée de ses désastres et a atteint un haut degré de prospérité. Ces résultats, ajoute le Standard, ne peuvent qu'attirer l'attention de l'Allemagne et ce serait tomber dans un étrange oubli des événements, si l'on s'imaginait que les paroles adressées par le prince de Hohenlohe à M. Freycinet sont l'expression pleine et entière des sentiments du gouvernement allemand à l'égard de la France :

Il est impossible que M. de Bismark n'ait pas toujours présent à son esprit les progrès rapides et toujours grandissants de ce pays dans tout ce qui rend un Etat redoutable à un autre, quand il arrive que leurs relations amicales sont suspendues, et il n'y a pas de doute que l'une des premières pensées qui doivent occuper cet esprit vigoureux mais inquiet, ce doit être de savoir comment apaiser l'amertume et les rancunes de la nation française. La main que l'Allemagne a portée sur l'Alsace et la Lorraine retient de plus rigoureusement ces deux provinces ; mais la France n'a rien abandonné du désir ardent qu'elle a de les reprendre. Le prince de Bismark, en homme pratique, doit parfois se demander si la possession violente de ces deux provinces vaut l'héritage de rancune qu'une génération en France va transmettre à l'autre. Une restitution paisible en ce moment semble une des choses les plus improbables de ce monde, et pourtant il n'est pas besoin d'être homme politique bien sentimental pour comprendre que la certitude d'une paix et d'une amitié durables entre la France et l'Allemagne ne serait pas payée trop cher par l'adoption de ce parti.

A propos de la démission de Saint-Vallier, la correspondant du "Times" raconte les péripéties qui ont précédé la nomination pour la poste de Berlin. Le duc Decazes n'était obstiné à conserver ce poste M. de Gontaut-Biron, malgré l'antipathie qu'il inspirait au prince de Bismarck, antipathie dont il gratifiait d'ailleurs aussi M. d'Oubril, l'ambassadeur de Russie. Les choses en arrivèrent au point que le prince de Hohenlohe, le plus scrupuleux des ambassadeurs, ne put, néanmoins, faire autrement que de faire comprendre indirectement au duc Decazes les difficultés que cet état de choses pourrait faire surgir à un moment donné. Ici nous laissons la parole à M. de Blowitz.

Un de mes amis, dit-il, de la véracité duquel je réponds, amena, un jour qu'il dînait chez le duc, la conversation sur ce thème délicat. Il exposa au duc l'ennui que causait au chancelier allemand, la situation pénible dans laquelle se trouvait placé M. de Gontaut-Biron et les risques constante auxquels étaient exposées les destinées des deux pays. Comme le duc écoutait très attentivement, mon ami arriva peu à peu à insinuer qu'un changement de personnes produirait le meilleur effet et affaiblirait toutes les difficultés ; que le chancelier appréciérait vivement une mesure de ce genre, prise spontanément, et qu'il ne s'agissait pas d'envoyer à Berlin quelqu'un d'antipathique au duc (une allusion à M. de Saint-Vallier), mais quelqu'un de ses propres amis, comme, par exemple, M. Léon Say, qui alors était son collègue au ministère.

A ce moment, le duc jeta au loin son cigare, se plaignit amèrement de cette ouverture, bien qu'elle ne fût nullement officielle, et déclara que s'il avait le malheur de sonder un tel étranger au sujet du rappel d'un ambassadeur, l'ouverture serait reçue avec aigreur et indignation ; que lui seul était juge de son départ et que les qualités d'un ambassadeur français auprès d'un gouvernement étranger, qu'un ambassadeur devait convenir à lui et non à ce gouvernement ; que s'il avait un ambassadeur sympathique au prince, ce dernier lui ferait tout voir par ses lunettes, et qu'il ne connaîtrait jamais la vérité.

Les choses sont donc bien, et ce n'est qu'à l'avènement du cabinet Dufaure, que le même personnage (toujours d'après M. de Blowitz) réussit à modifier la combinaison primitive du cabinet, dans lequel M. Waddington devait prendre le portefeuille de l'instruction publique et M. de Saint-Vallier celui des affaires étrangères. "L'ami de M. de Blowitz," dit-on nous, réussit à faire nommer M. Waddington aux affaires étrangères, afin que celui-ci pût rappeler M. de Gontaut-Biron et le remplacer par le comte de Saint-Vallier.

Le correspondant du "Times," reconnaît cependant que les circonstances ne sont plus les mêmes ; que le souvenir de M. de Gontaut-Biron est effacé à Berlin ; que M. Challemel Lacour, dont il est question pour remplacer M. de Saint-Vallier, possède une qualité précieuse, celle de parler allemand, et de connaître les mœurs et le caractère des Allemands, et que, si l'arrivée de M. de Saint-Vallier à Berlin était une source de grande force pour le cabinet Dufaure, son départ a cessé d'être un danger pour le ministère de Freycinet.

Le nouveau tarif des douanes en France.—On sait que la discussion du tarif général des douanes s'ouvrira, à la Chambre, le lundi 19 janvier prochain.

Afin de permettre à ce débat de s'ouvrir exactement à cette date, un distributeurs, mardi 12, aux députés, le rapport général de M. Maléolieux, et les rapports partiels qui restent à connaître.

Cette discussion sera précédée d'un débat général, dans lequel M. Tirard, ministre du commerce, fera connaître les principes qui dirigent la politique économique du gouvernement, et les motifs qui ont présidé à la confection du tarif général qu'il a présenté.

On s'attend à une lutte assez vive entre les partisans des deux systèmes, protectionniste et libre-échangiste. M. Rouher prépare un grand discours pour défendre l'œuvre à laquelle il s'est associé plus particulièrement en 1860, comme ministre de l'empire.

Quelle discussion générale pourra occuper quatre ou cinq séances. Viendra ensuite au moins une quinzaine d'articles.

Le vote final du tarif ne pourra guère avoir lieu avant le 15 février.

Le rapport général de M. Maléolieux sera accompagné d'une série de tableaux très intéressants que le commerce a mis à sa disposition. Ces tableaux, dressés par [illegible] comprennent un quadruple état [illegible]

1° Le [illegible] du nouveau tarif [illegible] 1879 ;

2° Le [illegible] du tarif [illegible] 1879 ;

3° Les chiffres du nouveau tarif proposé par le gouvernement ;

4° Les chiffres arrêtés par la commission.

[illegible] de ce travail, il faut ajouter que le tarif général comprend environ 1,500 articles différents, à chacun desquels correspond une taxe spéciale. La commission a conservé 900 des taxes nouvelles proposées par le gouvernement, et en modifié 600.

Le tableau annexé au rapport [illegible] de M. Maléolieux, contiendra par [illegible] 6,000 taxes, soit anciennes, soit nouvelles.

—Nous lisons dans le *Temps* :

On a parlé d'instructions adressées par le ministre de l'intérieur aux préfets, au sujet des revendications formulées par les Conseils municipaux au profit des bureaux de bienfaisance sur les quêtes faites dans les églises ou sur les souscriptions ouvertes dans les journaux.

Nous croyons savoir que M. Lepère, désireux comme tout bon républicain d'appliquer la loi, toute la loi, rien que la loi, a demandé sur cette matière délicieuse son avis au conseil d'Etat.

—Il est toujours question, dit l'*Estafette*, de la nomination de M. Spuller au poste de sous-secrétaire d'Etat au ministère des affaires étrangères. On attendrait le retour des Chambres avant de faire cette nomination. Le gouvernement voudrait, en effet, avoir le sentiment des groupes de la majorité sur la nécessité du sous-secrétariat du ministère des affaires étrangères.

JE NE VOYAGE JAMAIS SANS CELA.

Brooklyn, 25 septembre 1876.

MM. H. H. Warner & Co., Rochester, N. Y.

Messieurs—En voyageant dans l'Etat du Texas la saison dernière, je contractai des maux de reins et de vessie, dont je désespérais de me relever jamais, et pendant les cinq mois de séjour que j'y fis, je fus fréquemment frappé de prostration et dans l'incapacité totale de vaquer à mes affaires, mais d'après le conseil d'un ami qui demeure dans votre ville j'essayai de vos "Safe Pills" et Bitters," et je suis maintenant très heureux de pouvoir témoigner des bons résultats qu'ils ont eu pour moi. J'en éprouvai tout d'abord une grande soulagement et quelques mois après je fus complètement rétabli. Une dose de pilules, de temps à autre, et l'usage régulier des Bitters me font jouir d'une bonne santé pendant tout le reste du séjour que je fis dans cette région. Je ne voyagerai dans le Texas ou dans l'ouest sans emporter avec moi vos "Safe Pills" et "Bitters" comme une partie de mon bagage. Si ces remèdes ne sont pas à vendre ici, envoyez-moi le vous prie trois bouteilles de Bitters et une demi-douzaine de boîtes de pilules, ou dites-moi où je pourrai les trouver au Texas ou dans l'ouest, attendu que je suis sur le point d'y retourner

Votre très sincèrement,

G. A. J. GADBOIS.

UN VIEILLARD RENDU A LA SANTÉ.

Batavia, N.Y., 15 septembre 1879.

H. H. Warner & Co., Rochester, N.Y.

Messieurs—Pendant 40 ans j'ai souffert des reins et du foie, étant obligé de faire de l'urine toutes les cinq minutes, et j'ai aussi une grande souffrance de palpitation de cœur. J'emploie maintenant vos "Safe Kidney et Liver Cure," et je puis dire avec vérité, bien que j'aie 70 ans, que je me sens comme un homme nouveau.

PETER SHOWERMAN.

OFFICIEL.

Bons de Première Hypothèque des chemins de fer de rue de la Nouvelle-Orléans.

$700,000

AYANT à courir vingt-quatre ans du 1er décembre 1879 et portant six pour cent d'intérêt par an, payable semi-annuellement—le 1er juin et le 1er décembre.

$300,000 des fonds ci-dessus ont déjà été vendus.

Le reste, $400,000, sera à vendre au pair et intérêt accru, par

la compagnie de Banque et du Canal de la Nile-Oriéans
ET
la Banque Nationale de la Nouvelle-Orléans.

Licences de ville pour 1880.

Département des Finances.

Hotel de ville,
Nouvelle-Orléans, 1er janvier 1880.

CE Département sera prêt dès vendredi 2 janvier 1880, à livrer les licences de ville de 1880, pour voitures, métiers, professions et occupations, et recevra en paiement jusqu'au 31 janvier 1880.

90 pour cent en argent et 10 pour cent en ordonnances ou impôts de la ville pour les années 1876, 1877 et 1878.

Les propriétaires ou gardiens de chiens sont prévenus qu'une licence doit être prise pour chaque chien, conformément à l'ordonnance No $140 A, S.

A. H. ISAACSON,
Administrateur.

1er jan—1m.

Banque de la Grande Nail Road Company des Etats-Unis, White et Lafarge, Agents, Orléans, 22 janvier 1880.—Conformément à l'article 21 de la Charte, l'assemblée annuelle des actionnaires de cette compagnie pour l'élection de sept directeurs devant servir pendant l'année courante, aura lieu à ce bureau LUNDI, 2 février 1880, de 10 heures du matin à 2 heures de l'après-midi.

Il ne sera fait aucun transfert d'actions pendant les dix jours qui précéderont l'élection.

H HUARD,
Secrétaire.

23jan—11f

Banque Nationale Mutuelle de la Nile-Orléans.—19 janvier 1880.—A une élection tenue à cette Banque, le 12 du courant, ont été élus directeurs pour la présente année :

LLOYD E. COLEMAN, PAUL FOURCHY,
JOHN T. HARDIE, P. MASPERO, D. D.
ADOLPH MEYER, J. A. SHAKESPEAR,
B. W. TAYLOR, J. C. VANWICKLEN.

E. P. GRISSBY,

Et à une réunion desdits directeurs tenue ce jourd'hui, M. JOHN T. HARDIE a été élu Président et M. PAUL FOURCHY a été nommé à l'unanimité Président et Vice-Président de la Banque.

JOSEPH MITCHEL,
Caissier.

21 jan—15f

Banque Nationale d'Etat de la Nile-Orléans.—Nouvelle-Orléans, 20 janvier 1880.—A la réunion annuelle régulière des actionnaires de cette banque, tenue aujourd'hui, les messieurs dont les noms suivent ont été élus directeurs pour l'année courante :

[illegible]

Banque Nationale Mutuelle de la Nouvelle-Orléans.—19 janvier 1880.—A une élection tenue à cette Banque, le 12 du courant, ont été élus directeurs pour la présente année :

LLOYD E. COLEMAN, PAUL FOURCHY,
JOHN T. HARDIE, P. MASPERO, D. D.
ADOLPH MEYER, J. A. SHAKESPEAR,
B. W. TAYLOR, J. C. VANWICKLEN.

E. P. GRISSBY,

Et à une réunion desdits directeurs tenue ce jourd'hui, M. JOHN T. HARDIE a été élu Président et M. PAUL FOURCHY a été nommé à l'unanimité Président et Vice-Président de la Banque.

JOSEPH MITCHEL,
Caissier.

21 jan—15f

Banque Nationale d'Etat de la Nile-Orléans.—Nouvelle-Orléans, 20 janvier 1880.—A la réunion annuelle régulière des actionnaires de cette banque, tenue aujourd'hui, les messieurs dont les noms suivent ont été élus directeurs pour l'année courante :

Raul H. Kennedy, Louis A. Wiltz,
Alfred Moulton, Julius Valrin,
R. Hernsheim, John H. Maginnis,
Pierre Lessard, Jamais Jonalge McComb,
Joseph Bowling.

Et dans une réunion des directeurs tenue ce jourd'hui, M. Raoul H. Kennedy a été élu unanimité réélu président et M. Louis A. Wiltz, vice-président.

J. E. JARREAU,
Remplissant les fonctions de caissier.

21 jan—7f

Bureau de la Compagnie d'Assurance Hope de la Nouvelle-Orléans, No 27 rue du Canap.—Nouvelle-Orléans, le 1er janvier 1880.—A une élection tenue le 8 de décembre 1879, par les actionnaires de cette compagnie, les messieurs dont les noms suivent ont été élus à l'unanimité, Directeurs pour l'année courante :

LOUIS BUSH, M. L. NAVRA,
JNO. L. ADAMS, J. C. DENIS,
P. MALCHERE, F. LABORDE,
W. ALEX. GORDON, H. PEYCHAUD.
GEO. FERRIER,

Et à une assemblée des Directeurs tenue ce jour, M. H. PEYCHAUD a été unanimement élu Président, et M. W. ALEX GORDON, vice-Président.

LOUIS BARNETT,
Secrétaire.

20 janv—7f

Banque Nationale Germania, Nouvelle-Orléans, 16 janvier 1880.—A l'assemblée annuelle des actionnaires de cette banque, qui a eu le 13 du courant, les messieurs dont les noms suivent ont été élus directeurs pour l'année courante :

A. B. Cain, H. R. Gogrew,
John Canard, J. Jay Kaus,
Henry Abraham, J. K. Small,
T. Prudhomme, H. Zuberbier.

Nic. Miller,

Et à une réunion de la direction, tenue ce jour, M. JULES CAZARD a été élu Président de la Banque à l'unanimité.

J. L. BERCIER,
Caissier.

17 janv—6f.

AVIS.—L'élection annuelle des directeurs de la compagnie de Glace de la Louisiane, aura lieu conformément à la charte, au bureau de la compagnie, Nos. 27 et 29, rue South Front, MERCREDI, 4 février prochain, de 11 a. m., à 2 p. m.

W. A. BILLAUD,
Secrétaire.

16 janv au 4 fév.

Compagnie d'Assurance du Mexique.—12 janvier 1880.—A la dernière élection annuelle des directeurs de cette compagnie, tenue le 5 de ce mois, les messieurs dont les noms suivent ont été choisis :

J. S. Woods, F. Stringer,
The Sopton, A. Stewart,
John Riley, Wm F. Gay,
John J. Gildera, Jas. Fryer,
Wm T. Hardie, R. K. Converse,
John J. Barr, S. J. Keith.

Et, à une réunion du Bureau de Direction, tenue ce jour M. J. S. Woods a été réélu à l'unanimité de ses voix, président de la Compagnie, Wm Hardie, vice-président et Chs. LeSassier, secrétaire.

CHS. LESASSIER, Secrétaire.

13 janv—1m

Compagnie d'Assurance "Mexico"—A la réunion annuelle des actionnaires de cette compagnie à eu lieu le 8 de ce mois, un dividende de 5 pour cent a été déclaré payable à partir de LUNDI 12 courant.

CHAS. LESASSIER,
Secrétaire.

11 janv—15f

Banque des Citoyens de la Louisiane, Nouvelle-Orléans, 3 janvier 1880.—L'assemblée annuelle des actionnaires de cette Banque aura lieu à la banque LUNDI 2 février prochain de 10 heures du matin à 2 heures de l'après-midi.

JAS. J. TARLETON,
Caissier.

4jan—1m—D. Mer. J

National National Bank.—Nile Orléans, 31 décembre 1879.—A une réunion de Directeurs, tenue le 30 du courant, un dividende de quarante pour cent a été déclaré, payable sur demande, aux actionnaires.

JOSEPH MITCHEL,
Caissier.

2 jan—1m

Banque Nationale d'Etat de la Nouvelle-Orléans.—Nouvelle-Orléans, 20 janvier 1880.—A la réunion annuelle régulière des actionnaires de cette banque, tenue aujourd'hui, les messieurs dont les noms suivent ont été élus directeurs pour l'année courante :

[illegible]

J. B. JARREAU,
Caissier par intérim.

20 déc—1m

PROTAGISTES, BALS, &c.

Théâtre du Grand Opéra,
[illegible]
Dauphine,
[illegible]
Chartres.
[illegible]
M. MAURICE GRAU,
[illegible]
Jeudi soir, 29 janvier, à la demande générale
[illegible]
la dernière fois
LA GRANDE DUCHESSE
Vendredi—Soirée de Gala,
Soirée de Mlle Angèle.

LA FILLE DE Mme ANGOT
—ET—
LA VIE PARISIENNE (Idée la Paris)
[Troisième acte.]
Samedi soir—Matinée d'adieu.
Les Cloches de Corneville,
Dimanche soir, 25 janvier—La reine de saba—BOUFFON et CRANE dans Our Bachelors.
26 janv.

THÉATRE DE L'OPÉRA.
RUE BOURBON.

Opéra à des prix populaires.

PRIX DU SOIR :

Entrée..... Une piastre
Stalles de parquet et parquet [illegible]
Balcon [illegible]
Parquet [illegible]
Entrée [illegible]

PRIX DES MATINÉES.

Entrée générale..... Cinquante cents
Stalles réservés à l'orchestre et dans les loges..... Cinquante cents extra

Représentations d'adieu de la Compagnie d'Opéra Français
DE M. MAURICE GRAU.
Limitée [illegible]
DIMANCHE SOIR, 25 JANVIER 1880.

Dimanche soir, 25 Janvier.
Représentation Extraordinaire
Deux opéras :
LA GRANDE DUCHESSE,
[Premier et second actes]
Mlle PAOLA MARIÉ.....La Grande Duchesse
Mlle ANGELS.....Wanda
M. CAPOUL.....Fritz
Finissant avec [pour la première fois cette saison]
LE PRÉ AUX CLERCS.
[Premier et second actes]

Lundi soir, 26 Janvier, Opéra populaire
Première représentation à la Nouvelle-Orléans du dernier et plus grand succès de Lecocq
LA CAMARGO.
Cette pièce
Représentée pendant plus de 150 soirs au théâtre de la Renaissance, à Paris, sera représentée ici avec des costumes, décors, accessoires et une distribution [illegible] comprenant Mlles Paola-Marié, Angèle, Grégoire, Raphael, MM. Michelon, Janeau, Lenard, Duplan, Peyrard, Vidano.

Mardi soir, 27 Janvier.
Un nouvel opéra. Première représentation ici, avec des costumes nouveaux, du plus récent succès d'Offenbach.

Mme FAVART,
représentée pendant plus de 200 soirées consécutives au Théâtre des Folies Dramatiques, à Paris, et représentée ici avec une grande distribution de rôles.

Mercredi, Matinée
Seule Matinée de
MIGNON.
Mercredi soir.
Bénéfice de l'Union Française.
LES CLOCHES DE CORNEVILLE
Et un Intermède Musical.
Toute la Compagnie paraîtra pour cette occasion.

Jeudi soir.
Première représentation du charmant opéra-comique de Herold.
LE PRÉ AUX CLERCS.
Vendredi, à midi.
Matinée d'adieu—Seule Matinée de
Mme FAVART.
Vendredi soir—Soirée de Gala et d'adieu.
Au Bénéfice de M. VICTOR CAPOUL.
Opéra Bouffe, Opéra Comique et Grand Opéra.
La Fille de Mme Angot, —Second acte.
Mignon.—Second acte.
et le troisième acte de Faust, de Gounod.
L'on peut se procurer des siéges pour ces représentations au magasin de musique de P. Werlein, 135 rue du Canal, de 9 A. M. à 5 P. M.

Pendant la journée de Dimanche les billets seront en vente au contrôle de l'Opéra, rue Bourbon.
25 janv—7f

Les Meilleurs Pianos
ET
Les Plus Populaires
A
Grunewald Hall
14, 16, 18, 20 & 22
RUE BARONNE.

L'endroit où se vendent à meilleur marché et aux conditions les plus faciles et les plus libérales toute espèce de
INSTRUMENTS DE MUSIQUE.
L'assortiment est au grand complet et le stock le plus considérable, et le plus varié qui soit en ville. Il comprend les célèbres et incomparables
Steinway
Knabe
Pleyel
Weber
Fischer
PIANOS
AINSI QUE LES
Clough & Warren,
Peloubet, Pelton & Co, Orgues
Les plus recherchés nonobstant la modicité de leurs prix.
Tout ce qui de loin ou de près se rattache à la musique se vend également à très bon marché chez Grunewald.
Les [illegible] exécutés par [illegible] pour [illegible]
Toutes [illegible] sont [illegible] de la modicité des prix et des conditions libérales auxquelles tient se vend chez

LOUIS GRUNEWALD,
GRUNEWALD HALL.

CHAMPAGNE.

Dry and Standard Type
For sale by
A. ROCHEREAU & Co.
16 and 18 St. Louis street.
10 janvier—1m

CHAMPAGNE
DELMONICO.
En Bouteilles, Demi et Quart,
—DE LA—
Maison Delbeck & Cie, de Reims.
M. E. LAMONTAGNE,
52 Beaver St., New-York,
Agent pour les Etats du Nord
M. A. NADAL,
49 Bourbon St., New-Orleans,
Agent pour les Etats du Sud
SIROP PECTORAL
AUX NAVETS INDIENS.

Le Sirop pectoral aux navets indiens guérit sûrement les rhumes, les catarrhes, les grippes, les maux de gorge, les maux de poitrine, les coqueluches, les bronchites, les [illegible] et les [illegible] les plus [illegible] et les plus [illegible] [illegible] [illegible]